PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DU CONGO Unité * Travail * Progrès

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT
....(.....

Décret n° 2007-285 du 31 mai 2007 portant nomination d'un ministre et fixant la composition du gouvernement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution;

DECRETE:

Article premier : Monsieur Basile IKOUEBE est nommé ministre des affaires étrangères et de la francophonie.

Article 2 : La composition du Gouvernement s'établit comme suit :

- Premier ministre, chargé de la coordination de l'action du gouvernement et des privatisations :
 - M. Isidore MVOUBA
- Ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire :
 M. Pierre MOUSSA
- 3. Ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des droits humains:
 - M. Aimé Emmanuel YOKA
- 4. Ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat : M. Jean Martin MBEMBA

- Ministre d'Etat, ministre des hydrocarbures
 M. Jean-Baptiste TATI LOUTARD
- 6. Ministre de l'économie, des finances et du budget : M. Pacifique ISSOIBEKA
- 7. Ministre des mines, des industries minières et de la géologie : Général de division Pierre OBA
- 8. Ministre de l'équipement et des travaux publics : Général de division Florent NTSIBA
- Ministre des affaires étrangères et de la francophonie :
 M. Basile IKOUEBE
- 10. Ministre de l'agriculture et de l'élevage : Mme Jeanne DAMBENDZET
- Ministre de l'économie forestière :
 M. Henri DJOMBO
- 12. Ministre de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat : M. Claude Alphonse NSILOU
- 13. Ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation : M. François IBOVI
- 14. Ministre du tourisme et de l'environnement : M. André OKOMBI SALISSA
- 15. Ministre à la Présidence, chargé de la défense nationale, des anciens combattants et des mutilés de guerre : Général de division Jacques Yvon NDOLOU
- 16. Ministre à la Présidence, chargé de l'intégration sous régionale et du NEPAD :

M. Justin BALLAY MEGOT

17. Ministre de la réforme foncière et de la préservation du domaine public : M. Lamyr NGUELE

- 18. Ministre de l'enseignement technique et professionnel : M. Pierre Michel NGUIMBI
- 19. Ministre de l'enseignement supérieur : M. Henri OSSEBI
- 20. Ministre du développement industriel et de la promotion du secteur privé : M. Emile MABONZO
- 21. Ministre des postes et télécommunications, chargé de nouvelles technologies de la communication :

M. Gabriel ENTCHA-EBIA

- 22. Ministre du commerce, de la consommation et des approvisionnements : Mme Adélaïde MOUNDELE-NGOLLO
- 23. Ministre de la santé, des affaires sociales et de la famille : Mme Emilienne RAOUL
- 24. Ministre de la pêche maritime et continentale : M. Philippe MVOUO
- 25. Ministre de l'enseignement primaire et secondaire, chargée de l'alphabétisation :

 Mme Rosalie KAMA-NIAMAYOUA
- 26. Ministre de la culture et des arts : M. Jean Claude GAKOSSO
- 27. Ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale : M. Gilbert ONDONGO
- 28. Ministre de l'énergie et de l'hydraulique : M. Bruno Jean Richard ITOUA
- 29. Ministre de la communication, chargé des relations avec le Parlement, Porte-parole du Gouvernement : M. Alain AKOUALA-ATIPAULT

- 30. Ministre de la sécurité et de l'ordre public : Général de division Paul MBOT
- 31. Ministre de la recherche scientifique et de l'innovation technique : M. Pierre Ernest ABANDZOUNOU
- 32. Ministre des sports et du redéploiement de la jeunesse : M. Marcel MBANI
- 33. Ministre à la Présidence, chargé de la coopération, de l'action humanitaire et de solidarité :
 - M. Charles Zacharie BOWAO
- 34. Ministre des transports maritimes et de la marine marchande : M. Louis-Marie NOMBO MAVOUNGOU
- 35. Ministre de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement :

Mme Jeanne Françoise LECKOMBA LOUMETOU-POMBO

- 36. Ministre des petites et moyennes entreprises, chargé de l'artisanat M. Martin Parfait Aimé COUSSOUD-MAVOUNGOU
- 37. Ministre des transports et de l'aviation civile M. Emile OUOSSO

Article 3: Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 31 mai 2007

Denis SASSOU N'GUESSO